



**mission  
inclusion**

**Revue de presse  
16 au 30 novembre 2021**



## Table des matières

<b>Mission inclusion</b> .....	<b>4</b>
<b>Capsule partenaire du PhiLab : Mission Inclusion [VIDÉO]</b>	<b>5</b>
PhiLabMTL – 2021-11-15 .....	5
<b>L’itinérance au Canada, un enjeu complexe</b>	<b>6</b>
SagaCité – 2021-11-17.....	6
<b>Lutte contre les violences : poser les fondations de l’autonomie</b>	<b>8</b>
Gazette des femmes – 2021-11-23.....	8
<b>Champs d’action au Québec</b> .....	<b>10</b>
<b>Un caveau à légumes rassembleur pour la communauté de Maria</b>	<b>11</b>
Radio-Canada – 2021-11-17.....	11
<b>EBYÔN OUVRIRA UN NOUVEAU SERVICE POUR RÉPONDRE À LA PROBLÉMATIQUE D’ITINÉRANCE</b>	<b>13</b>
Le Nouvelliste – 2021-11-20 – p. 18.....	13
<b>Déshydrater les aliments pour mieux contribuer à la sécurité alimentaire</b>	<b>16</b>
Le Nouvelliste – 2021-11-24.....	16
<b>« Un jouet, un échange » de retour</b>	<b>18</b>
L’Hebdo Journal – 2021-11-24 – p. 5.....	18
<b>Magog aménage son « Parcours des droits de l’enfant »</b>	<b>20</b>
Le Reflet du Lac – 2021-11-24 – p. 9.....	20
<b>Combattre l’insécurité alimentaire pour Noël</b>	<b>22</b>
Métro – 2021-11-27.....	22
<b>La ruelle de la discorde dans Hochelaga</b>	<b>24</b>
Le Devoir – 2021-11-29 – p. B1, B2.....	24
<b>Des logements abordables dans une ancienne résidence pour aînés</b>	<b>27</b>
Le Nouvelliste – 2021-11-30.....	27
<b>Champs d’action à l’international</b> .....	<b>29</b>
<b>Approvisionnement alimentaire : l’Inde cherchera une solution permanente à l’OMC30</b>	<b>30</b>
Marseille News – 2021-11-17.....	30
<b>L’ONU demande une aide alimentaire d’urgence pour 9,4 millions de personnes dans le Nord de l’Ethiopie</b>	<b>32</b>
Le Courrier du Vietnam – 2021-11-19.....	32
<b>Le Burkina Faso adopte un plan de lutte contre le travail des enfants dans la boucle du Mouhoun</b>	<b>33</b>
Commodafrica – 2021-11-25.....	33
<b>Plus de 80 millions de personnes pourraient ne plus être en mesure d’accéder à une alimentation saine en Afrique (FAO)</b>	<b>34</b>
Afriqinfos – 2021-11-26.....	34



<b>Actualité à surveiller .....</b>	<b>35</b>
<b>La philanthropie, l'une des clés pour en finir avec cette pandémie</b>	<b>36</b>
La Presse – 2021-11-22 .....	36
<b>Mardi je donne : Généreux, les Québécois ?</b>	<b>38</b>
La Presse – 2021-11-28 .....	38



**Mission inclusion**



## Capsule partenaire du PhiLab : Mission Inclusion [VIDÉO]

*PhiLabMTL – 2021-11-15*

<https://www.youtube.com/watch?v=3NyhUL2TtcA>

Entrevue avec Danielle Filion qui est Directrice des programmes au Québec.

Danielle fait le survole de ce qu'est **Mission inclusion** ainsi que les enjeux et missions qui les occupent.

[Retour à la table des matières](#)



## L'itinérance au Canada, un enjeu complexe

SagaCité – 2021-11-17

Par : Martin Laruelle

<https://sagacite.ca/2021/11/litinerance-au-canada-un-enjeu-complexe/>

Avec l'arrivée de l'hiver, les organismes qui viennent en aide aux personnes sans domicile poursuivent leurs préparations.

Selon le questionnaire des programmes au Québec chez **Mission inclusion**, Jonathan Latreille-Chevalier, « la situation des personnes en itinérance est très complexe, et difficile à résumer. (...) Le nombre de personnes qui se retrouve en situation d'itinérance augmente depuis quelques années. »

Au Canada, il y a 1,3 million individus qui ont vécu une situation d'itinérance ou qui ont vécu une précarité extrême au cours des 5 dernières années, selon une enquête de l'IPSOS Reid. Et chaque nuit, il est estimé à 30 000 personnes qui passent la nuit sans domicile fixe, selon un rapport du Canadian Observatory on Homelessness.

« Des experts disent que ces chiffres sont sous-estimés, précise-t-il, puisqu'il existe une itinérance cachée. Des gens qui vont dormir chez leurs amis, vont squatter des lieux ou ont d'autres stratégies de survie. Ses personnes passent sous le radar des statistiques. »

### L'hiver approche au Canada

Le froid et la neige arrivent, et les organismes commencent à mettre en place des aides pour les personnes sans-abris comme la distribution de nourriture ou proposer un lit dans un refuge.

Mais pour Jonathan Latreille-Chevalier, il voit la situation autrement. « L'itinérance c'est 12 mois par année, et pas seulement l'hiver même si on n'en parle plus durant la période des fêtes. C'est une réalité qui dure à l'année. »

L'aide offerte aux individus sans domicile doit se tenir au courant de l'année et sans interruption. D'ailleurs, Jonathan Latreille-Chevalier ajoute: « le moment fort de l'itinérance c'est le 1er juillet, c'est quand les gens quittent leur logement, qu'ils sont évincés ou le bail n'est pas renouvelé. C'est à ce moment-là qu'il va y avoir une hausse, des moments de crise, des familles ou des personnes qui vont se retrouver sans toit. »

### Les « Haltes Chaleurs »

Lorsque certaines températures sont dépassées, des « Haltes Chaleurs » ouvrent leur porte afin de faire bénéficier aux personnes en itinérance, un peu de chaleur durant la nuit. Pour Jonathan Latreille-Chevalier, ce type de secours s'est accru durant la crise de la COVID, et le gouvernement a aidé financièrement ces refuges.

Mais selon lui, il faut aider ces personnes en itinérance durant la journée, bonifier là où le gouvernement n'est pas. « Il faut les (les personnes sans domicile) aider durant la journée, comme trouver un emploi, leur offrir une écoute, les aider sur leur situation de santé mentale, etc. »



## Un enjeu à plusieurs causes

Jonathan Latreille-Chevalier met l'accent sur les diverses causes qui conduisent des individus à l'itinérance. Certains enjeux ne sont pas propres aux personnes, mais plutôt à la structure sociale, comme la crise du logement, le manque de suivi des institutions sur les problèmes de santé mentale, etc.

« L'itinérance à une trame de fond qui va être assez complexe, on va avoir différents visages, explique-t-il. Rarement quelqu'un va être en situation d'itinérance à cause d'une précarité économique, il y a aussi l'isolement social, les enjeux familiaux, un enjeu de santé mentale ou un problème d'affiliation sociale. »

Il explique que l'itinérance est une exclusion sociale de la société comme pour certaines personnes qui ont un handicap et qui ne peuvent plus répondre aux attentes de performance de société, alors ils vont être victimes d'exclusion

D'un autre côté, la COVID a juste mis la lumière sur l'itinérance cachée, les personnes ne pouvaient plus vivre chez leur ami ou dans un autre lieu.

## Les solutions sur l'itinérance

Les solutions pour lutter contre l'itinérance sont multiples, certaines sont déjà en place et d'autres devraient être améliorés selon Jonathan Latreille-Chevalier, « Il y a des ressources en lutte à l'itinérance partout au Québec, parce qu'il y a une réalité de l'itinérance partout dans le territoire. »

Pour Jonathan Latreille-Chevalier, il faut assurer un suivi des personnes victimes de changement dans leurs vies ou de problèmes de santé, « Les moments de transitions sont importants. Les jeunes adultes qui sortent des centres de jeunesse, souvent la transition est compliquée. C'est un moment clé où les gens peuvent se retrouver à la rue. »

Le gouvernement aide aussi dans cet enjeu en finançant des ressources afin d'assister les individus en itinérance. « Il y a un nouveau plan d'action ministériel qui vient de sortir en lien avec la lutte contre l'itinérance, conclut-il. Cela a été bien pris pour nos partenaires. Il y a une reconnaissance du besoin de travailler collectivement et dans le respect ».

Toutefois, pour Jonathan Latreille-Chevalier, les ressources pour les milieux communautaires, ne sont pas à la hauteur des besoins.

[Retour à la table des matières](#)



## Lutte contre les violences : poser les fondations de l'autonomie

Gazette des femmes – 2021-11-23

Par : Gabrielle Anctil

<https://gazettedesfemmes.ca/21658/lutte-contre-les-violences-poser-les-fondations-de-lautonomie/>

Deux projets montréalais aux ambitions fertiles

« Quand la pandémie est arrivée, on n'avait plus de cuisinière. » Ces mots sont ceux de Sabrina Lemeltier, directrice générale de La Dauphinelle, un organisme montréalais de soutien aux femmes victimes de violence conjugale. La cuisinière étant en arrêt de travail, la directrice s'est tournée vers ses contacts pour trouver quelqu'un qui pourrait préparer les repas dans la maison d'hébergement de l'organisme, qui compte 24 places.

C'était sa chance : avec les restaurants fermés, Sabrina Lemeltier a rapidement été mise en contact avec le chef d'un restaurant local qui a accepté de venir lui prêter main-forte. Un partenariat qui s'est avéré payant : « Avant, on se contentait d'offrir de la cuisine familiale aux femmes. Mais lui est arrivé avec ses stratégies pour économiser, des manières d'utiliser les produits au complet. »

Il n'en fallait pas plus pour que l'organisme décide de mettre à profit ces compétences en ajoutant une nouvelle corde à son arc : des ateliers de cuisine, qui visent à développer l'autonomie alimentaire des femmes en hébergement. Tout ce qui lui manquait, c'était le financement.

Se nourrir de fierté

danielle filion Lutte contre les violences

Danielle Filion, directrice des programmes pour le Québec chez **Mission inclusion**

L'organisme **Mission inclusion**, anciennement connu comme L'Œuvre Léger – du nom de son fondateur, le cardinal Paul-Émile Léger –, finance des projets de soutien aux personnes marginalisées partout dans le monde. Au Québec, le bailleur de fonds collabore avec deux organismes qui luttent contre la violence faite aux femmes : La Dauphinelle et le Bouclier d'Athéna. « Dès que nous finançons un projet féministe, c'est aussi une manière de travailler à réduire ce type de violence », note Danielle Filion, directrice des programmes pour le Québec chez **Mission inclusion**.

La Dauphinelle s'est tournée vers l'organisme pour obtenir les fonds nécessaires à la mise en œuvre de son projet. Très rapidement, ce financement s'est transformé en retombées concrètes. « Ces ateliers culinaires permettent aux femmes de se préparer à être plus autonomes une fois qu'elles seront sorties de la ressource, indique Danielle Filion. On sait que la dépendance financière est une des choses qui les maintiennent dans la situation de violence. »

Désormais, deux ou trois fois par semaine, les femmes ont accès à des ateliers de cuisine en compagnie du chef. Pendant ces quelques heures, le chef partage ses astuces avec elles pour rendre les aliments plus digestes pour les enfants ou pour réduire le sucre, par exemple. Dans certains cas, il les initie à des légumes nouveaux, ou encore les aide à compléter leur assiette. « Plusieurs femmes d'origine africaine mangent beaucoup de riz. Le chef leur donne des idées sur



ce qu'il faut y ajouter pour en faire un repas équilibré », explique Sabrina Lemeltier. Grâce à ces rencontres, les femmes sont en contact avec un homme qui leur inspire confiance – et qui cuisine! L'ambiance est conviviale. « Le C. A. est très jaloux », ajoute la directrice en riant.

### Apprendre le monde

Pour donner aux femmes survivantes de violence conjugale des outils utiles dans leur vie de tous les jours, le Bouclier d'Athéna s'est plutôt tourné vers la formation en préemployabilité. Bénéficiant lui aussi d'un financement de **Mission inclusion**, l'OBNL montréalais est actif depuis les années 1990 auprès des femmes victimes de violence qui ne maîtrisent ni le français ni l'anglais.

« Ces femmes subissent une inégalité supplémentaire au-delà de celle qui divise les femmes et les hommes », lance Melpa Kamateros, directrice générale du Bouclier d'Athéna. L'organisme offre depuis trois ans des formations en préemployabilité pour des femmes victimes de violence conjugale. Le but : leur faire découvrir les ressources à leur portée, pour qu'elles puissent reprendre les rênes de leur vie.

« Notre but est d'aider les femmes à revendiquer du pouvoir. »  
– Danielle Filion

« Ce sont des femmes qui ne savent pas comment ouvrir un compte en banque ou prendre les transports en commun », explique la directrice. Comment dans ce contexte pourraient-elles lancer les démarches pour obtenir un emploi?

« Grâce au projet de préemployabilité du Bouclier d'Athéna, c'est la première fois que ces femmes se projettent dans l'avenir, qu'elles réalisent avoir de l'autonomie », s'enthousiasme Danielle Filion. « Une femme a commencé à offrir des services de traiteur depuis chez elle, dit Melpa Kamateros. Une autre est retournée à l'université. Une troisième s'est inscrite à un cours de francisation. »

### Attraper le pouvoir

« Les compétences des participantes sont mises en valeur grâce aux ateliers du chef cuisinier », sourit Sabrina Lemeltier. Et l'apprentissage va dans plusieurs sens : la directrice de La Dauphinelle nomme l'exemple d'une femme thaïlandaise ayant pu faire profiter les autres de son expertise unique. « Elle nous a fait voyager! »

Même son de cloche du côté du Bouclier d'Athéna : « Lorsqu'on explique aux femmes les diverses possibilités auxquelles elles ont accès, elles s'en emparent », soutient Melpa Kamateros avec passion. Dans les deux cas, cet accompagnement permet aux femmes de se sentir en contrôle de leur vie.

« Notre but est d'aider les femmes à revendiquer du pouvoir », résume Danielle Filion. En finançant des projets comme celui de La Dauphinelle et du Bouclier d'Athéna, son organisme contribue à offrir un terrain fertile pour les ambitions de femmes vulnérables. « Avec cette confiance, elles peuvent enfin envisager l'avenir avec une assurance nouvelle. »

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action au Québec**



## **Un caveau à légumes rassembleur pour la communauté de Maria**

*Radio-Canada – 2021-11-17*

Par : Roxanne Langlois

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1840504/caveau-communautaire-maria-autonomie-alimentaire-marie-josée-racine-renaud-quilbé>

Restaurer un caveau tombant en ruines pour le mettre au service de l'autonomie alimentaire locale et de ceux désirant y prendre part, c'est le projet mis en branle par des résidents de Maria. Marie-Josée Racine et Renaud Quilbé ont été soutenus par de nombreux bénévoles dans cette aventure.

Le caveau communautaire de Maria, le tout premier à voir le jour dans la MRC Municipalité régionale de comté Avignon, a été officiellement lancé mercredi matin.

Deux producteurs maraîchers ainsi que plusieurs citoyens du secteur y entreposent déjà, en retour d'une contribution financière, des légumes racines, des choux, des patates et des poireaux. Il y a encore énormément de places, on est loin d'être à pleine capacité, mais c'est un bon début, se réjouit Renaud Quilbé.

Marie-Josée Racine et Renaud Quilbé ont acquis leur résidence de la route des Grives en 2008. Un caveau dans un état de décrépitude se trouvait sur leur terre. Rapidement, on s'est posé la question : "qu'est-ce qu'on va faire avec ce bâtiment-là?" C'était un patrimoine agricole qu'on ne voulait pas perdre, mais qui demandait beaucoup de rénovations, relate M. Quilbé.

L'idée d'en faire un caveau communautaire germe déjà lorsqu'en 2019, le toit du bâtiment s'effondre sous le poids de la neige. La réflexion concernant sa pérennité s'accélère alors. Le projet de le mettre au service de la population se met officiellement en branle lorsque l'entreprise maraîchère Les Jardins Viridis de Maria propose au couple de prêter main forte.

Les participants paient en fonction de ce qu'ils entreposent sur place. Les montants récoltés contribuent à pallier les dépenses générées par le projet, notamment les frais d'électricité.

On avait souvent besoin d'espace de débordement, parce que notre caveau n'est pas toujours suffisant pour nos besoins. On s'est dit que s'ils voulaient remettre leur caveau [en bon état], on aiderait en mettant de l'huile de bras et des matériaux qu'on a sous la main, lance le maraîcher Éric Giguère, copropriétaire des Jardins Viridis.

Des travaux de restauration ont ainsi été effectués depuis 2019 pour donner une deuxième vie au bâtiment datant des années 1970. De nombreux bénévoles intéressés par l'initiative ont mis la main à la pâte.

C'est une réussite collective, renchérit Luc Potvin, également copropriétaire des Jardins Viridis. Nous, on a été la bougie d'allumage, mais ce qui me réjouit, c'est de voir comment la communauté prend possession du projet.

L'agriculteur et organisateur communautaire à la retraite souligne d'ailleurs que des ressources et des entrepreneurs locaux ont été mis à contribution afin que l'infrastructure soit mise à niveau.



Plusieurs améliorations ont été faites sur place, notamment au niveau technologique. C'est une belle Cadillac, mais une Cadillac économique. C'est peut-être une Tesla, finalement, blague M. Potvin.

« Ça a créé un élan, un genre de communauté du caveau, même avant son utilisation, juste dans le processus de restauration. C'était merveilleux de voir ça, vraiment magnifique! »

— Une citation de Renaud Quilbé, copropriétaire du caveau devenu communautaire

La démarche Nourrir notre Monde Avignon, qui a pour mission d'augmenter l'autonomie alimentaire sur le territoire, a joué un rôle d'appui et de maillage dans la réalisation du projet.

Pour son coordonnateur Pascal Bergeron, ce caveau communautaire ouvert à tous constitue un projet porteur qui pourrait faire la différence quant à la façon dont s'alimente la population.

« Ce qu'on espère, c'est que devant la disponibilité de cette capacité de stockage-là, les gens vont être incités à cultiver plus chez eux. »

— Une citation de Pascal Bergeron, coordonnateur de la démarche Nourrir notre Monde Avignon

Pour nous, c'est un premier projet de caveau communautaire collectif, mais il risque fort d'y avoir des suites, ajoute M. Bergeron. Le coordonnateur précise d'ailleurs que d'autres projets de caveaux collectifs similaires sont en cours de création en Gaspésie.

Renaud Quilbé aimerait quant à lui que le projet qui s'est concrétisé sur sa propriété donne envie à d'autres citoyens de tenter l'expérience. Je suis sûr qu'il y a plein d'autres caveaux à légumes qui existent dans la région, qui pourraient être récupérables et qui pourraient suivre le même chemin, être utiles à la communauté [...], croit-il.

Le projet est évalué à environ 15 000 \$. Outre les bénévoles et les Jardins Viridis, plusieurs organisations y ont contribué, notamment le Fonds d'engagement social éolien Innergex, la MRC Municipalité régionale de comté Avignon, la démarche Nourrir notre Monde Avignon et la Caisse Desjardins de la Baie-des-Chaleurs.

[Retour à la table des matières](#)



# EBYÛN OUVRIRA UN NOUVEAU SERVICE POUR RÉPONDRE À LA PROBLÉMATIQUE D'ITINÉRANCE

Le Nouvelliste – 2021-11-20 – p. 18

Par : Brigitte Trahan

18 ACTUALITÉS

SAMEDI 20 NOVEMBRE 2021 leNouveliste

CAP-DE-LA-MADELEINE

## EBYÛN OUVRIRA UN NOUVEAU SERVICE POUR RÉPONDRE À LA PROBLÉMATIQUE D'ITINÉRANCE

BRIGITTE TRAHAN  
brigitte.trahan@leouveliste.qc.ca

L'organisme Ebyôn, l'Entraide du Cap, constate qu'un plus grand nombre d'itinérants ou de personnes à risque de l'être viennent fréquenter son service depuis l'été dernier. «C'était déjà une tendance avant la COVID», indique la directrice générale, Maryse Fortin.

«Il y a plusieurs explications. Évidemment, la COVID n'a pas aidé financièrement des gens qui sont maintenant rendus à risque et qui ont peut-être basculé en itinérance. Il y a aussi la crise du logement. C'est très difficile de se trouver un logement, même dans le secteur est, et l'on pense aussi qu'il y a une migration», explique-t-elle.

«L'itinérance se voyait

davantage au centre-ville. Elle est encore là, mais je pense qu'il y a une migration vers le Cap et il y a même des gens qui viennent d'ailleurs» que de Trois-Rivières, dit-elle. «Ça se parle qu'on a de très bons services à Trois-Rivières.»

Ebyôn, qui offrait déjà aux plus vulnérables des services de sécurité alimentaire, un service d'alphabétisation et un café communautaire, a donc décidé d'ouvrir un centre de jour d'ici décembre à même ses installations pour répondre à ce nouveau besoin.

Depuis fin août, début septembre, le personnel d'Ebyôn a en effet constaté que des gens se sont mis à venir dormir dans le café, sur le divan, «même s'il y a des gens autour qui prennent un café, qui jassent et qu'il y a un piano qui joue à côté, ce n'est pas grave. Ils se couchaient sur



Maryse Fortin, directrice générale d'Ebyôn. —PHOTO FRANCIS GERVAIS

le divan et dormaient», raconte Mme Fortin.

«C'est nouveau comme phénomène dans le secteur ici, chez nous. Une personne qui est entrée avait dormi dans la rue toute la nuit et il avait plu. Ses vêtements étaient mouillés et elle a demandé si elle pouvait les faire sécher», raconte la directrice.

Les demandes se multipliaient aussi pour avoir accès à une douche.

«On s'est dit que quelque chose se passait», raconte la directrice qui voyait les choses venir depuis deux ans environ. Elle a donc cogné à la porte des bailleurs de fonds de l'organisme pour pouvoir offrir un nouveau service à ces personnes.

Après en avoir discuté avec d'autres organismes communautaires, Mme Fortin a eu la confirmation qu'il y a bel et bien une recrudescence de l'itinérance et qu'elle est devenue plus visible dans le secteur du Cap-de-la-Madeleine.

Le nouveau service de douches, laveuse, sècheuse ainsi que l'aménagement d'une petite chambre où les personnes pourront faire une sieste en toute tranquillité et d'une pièce où il sera possible de rencontrer un intervenant en toute intimité deviendront réalité dès décembre.

Les douches ne pourront toutefois pas voir le jour avant le mois de février, environ. «À cause de la COVID, tous les entrepreneurs sont pris des mois à l'avance. Mais au sous-sol, on a déjà une salle de bain et les gens pourront se laver à la serviette en attendant. On veut avoir un coin buanderie libre-service plus tard», dit-elle. Quoi qu'il en soit, les mois-verts des nouveaux services seront prêts d'ici décembre,

précise-t-elle.

Il ne s'agit pas d'un service d'hébergement, précise Mme Fortin. Pour ce volet, il y a le Havre.

Offrir plus de services implique qu'il faut plus de personnel et Ebyôn a récemment lancé un cri du cœur aux intervenants sociaux afin de pouvoir un poste.

Ebyôn a en effet obtenu le financement nécessaire pour faire son projet de centre de jour. Toutefois, comme dans bien des entreprises actuellement, Ebyôn peine à trouver du personnel. Elle a donc annoncé son besoin via un communiqué de presse pour tenter de trouver la perle rare.

Pour attirer ce nouvel employé dont elle avait vraiment besoin, Mme Fortin a dû rebaisser les conditions de travail. Quatre semaines de vacances plus deux semaines de congé aux fêtes, dîners et collations fournies ainsi que 35 heures semaine de travail à 20\$/h.

«Je n'ai pas plus de financement. Il faut donc réussir à devenir compétitif malgré tout», fait-elle valoir. N'eût été le manque criant de personnel dans le secteur recherché, «je ne serais pas allée à cette hauteur-là», assure-t-elle.

Ebyôn veut donc être cet endroit où, surtout à l'approche de l'hiver, les personnes vulnérables qui en ont besoin pourront venir chercher refuge durant le jour. «On s'est tourné vers les solutions pour offrir un lot de chaleur aux gens et le café gratuit alors que l'hiver s'en vient», résume Mme Fortin en précisant que ce n'est plus possible d'aller dans les restaurants pour les itinérants qui n'ont pas leur passeport vaccinal, signale-t-elle.

Selon Mme Fortin, l'accroissement du nombre d'itinérants

chez Ebyôn «est arrivé en même temps que le passeport vaccinal».

«Avant, les gens en situation d'itinérance allaient prendre un café chez McDo», dit-elle. «Le gouvernement a annoncé qu'il y avait une exemption pour les gens en situation d'itinérance, mais comment fait-on pour démontrer que cette personne-là est itinérante?»

La personne ne se présentera pas chez McDo en disant «je suis itinérante donc je suis exemptée». On voit plus d'itinérance parce que les gens n'ont plus cette possibilité-là», analyse-t-elle.

«Ça a été signalé au CIUSSS», dit-elle.

Du côté du CIUSSS MCQ, on nous indique qu'un comité intersectoriel est justement en train de plancher sur des solutions, explique le porte-parole, Guillaume Cléche. Quant à la gestion de l'exemption sur le passeport vaccinal, la question relève du ministère, explique-t-il.

Karine Dahan, directrice clinique au Centre Le Havre, explique de son côté que le problème se pose moins, évidemment, pour les personnes en situation d'itinérance qui sont hébergées dans son service d'urgence 24/7.

«On constate qu'on a pas mal de nos usagers qui ont été vaccinés et pour lesquels on a fait en sorte qu'ils aient un passeport vaccinal. La couverture est assez élevée», assure-t-elle et la clientèle n'est «pas du tout récalcitrante à la vaccination».

Le Havre, tout comme l'a fait Ebyôn, a accompagné un bon nombre de ces personnes afin qu'elles aient leur couverture vaccinale ainsi que leur passeport sanitaire, donc leur droit d'aller se réchauffer dans un restaurant.

**TRUDEL & TRUDEL**  
AUDIOPROTHÉSISTES

Prenez soin de votre santé auditive, venez nous rencontrer!

Marie-Eve Milot, ap. Madeline Trudel, ap. Claire Gignac, ap. Dominique Gagné, ap.

Trois-Rivières 859, rue St-Pierre Tél. : 819 375.1587	Showinigan 1776, rue St-Marc Tél. : 819 537.1717	Louiseville 320, avenue St-Laurent Tél. : 819 228.8328
---	--	--

PROTHÈSES AUDITIVES

### Cap-de-la-Madeleine

L'organisme Ebyôn, l'Entraide du Cap, constate qu'un plus grand nombre d'itinérants ou de personnes à risque de l'être viennent fréquenter son service depuis l'été dernier. «C'était déjà une tendance avant la COVID», indique la directrice générale, Maryse Fortin.

«Il y a plusieurs explications. Évidemment, la COVID n'a pas aidé financièrement des gens qui sont maintenant rendus à risque et qui ont peut-être basculé en itinérance. Il y a aussi la crise du logement. C'est très difficile de se trouver un logement, même dans le secteur est, et l'on pense aussi qu'il y a une migration», explique-t-elle.

«L'itinérance se voyait davantage au centre-ville. Elle est encore là, mais je pense qu'il y a une migration vers le Cap et il y a même des gens qui viennent d'ailleurs» que de Trois-



Rivières, dit-elle. «Ça se parle qu'on a de très bons services à Trois-Rivières.» Ébyôn, qui offrait déjà aux plus vulnérables des services de sécurité alimentaire, un service d'alphabétisation et un café communautaire, a donc décidé d'ouvrir un centre de jour d'ici décembre à même ses installations pour répondre à ce nouveau besoin.

Depuis fin août, début septembre, le personnel d'Ebyôn a en effet constaté que des gens se sont mis à venir dormir dans le café, sur le divan, «même s'il y a des gens autour qui prennent un café, qui jasant et qu'il y a un piano qui joue à côté, ce n'est pas grave. Ils se couchaient sur le divan et dormaient», raconte Mme Fortin.

«C'est nouveau comme phénomène dans le secteur ici, chez nous. Une personne qui est entrée avait dormi dans la rue toute la nuit et il avait plu. Ses vêtements étaient mouillés et elle a demandé si elle pouvait les faire sécher», raconte la directrice.

Les demandes se multipliaient aussi pour avoir accès à une douche.

«On s'est dit que quelque chose se passait», raconte la directrice qui voyait les choses venir depuis deux ans environ. Elle a donc cogné à la porte des bailleurs de fonds de l'organisme pour pouvoir offrir un nouveau service à ces personnes.

Après en avoir discuté avec d'autres organismes communautaires, Mme Fortin a eu la confirmation qu'il y a bel et bien une recrudescence de l'itinérance et qu'elle est devenue plus visible dans le secteur du Cap-de-la-Madeleine.

Le nouveau service de douches, laveuse, sècheuse ainsi que l'aménagement d'une petite chambre où les personnes pourront faire une sieste en toute tranquillité et d'une pièce où il sera possible de rencontrer un intervenant en toute intimité deviendront réalité dès décembre.

Les douches ne pourront toutefois pas voir le jour avant le mois de février, environ. «À cause de la COVID, tous les entrepreneurs sont pris des mois à l'avance. Mais au sous-sol, on a déjà une salle de bain et les gens pourront se laver à la serviette en attendant. On veut avoir un coin buanderie libre-service plus tard», dit-elle. Quoi qu'il en soit, les trois quarts des nouveaux services seront prêts d'ici décembre, précise-t-elle.

Il ne s'agit pas d'un service d'hébergement, précise Mme Fortin. Pour ce volet, il y a le Havre.

Offrir plus de services implique qu'il faut plus de personnel et Ebyôn a récemment lancé un cri du cœur aux intervenants sociaux afin de pourvoir un poste.

Ebyôn a en effet obtenu le financement nécessaire pour faire son projet de centre de jour. Toutefois, comme dans bien des entreprises actuellement, Ebyôn peine à trouver du personnel. Elle a donc annoncé son besoin via un communiqué de presse pour tenter de trouver la perle rare.

Pour attirer ce nouvel employé dont elle avait vraiment besoin, Mme Fortin a dû rehausser les conditions de travail. Quatre semaines de vacances plus deux semaines de congé aux fêtes, dîners et collations fournies ainsi que 35 heures semaine de travail à 20\$/h. «Je n'ai pas plus de financement. Il faut donc réussir à devenir compétitif malgré tout», fait-elle valoir. N'eût été le manque criant de personnel dans le secteur recherché, «je ne serais pas allée à cette hauteurlà», assure-t-elle.



Ebyôn veut donc être cet endroit où, surtout à l'approche de l'hiver, les personnes vulnérables qui en ont besoin pourront venir chercher refuge durant le jour. «On s'est tourné vers les solutions pour offrir un îlot de chaleur aux gens et le café gratuit alors que l'hiver s'en vient», résume Mme Fortin en précisant que ce n'est plus possible d'aller dans les restaurants pour les itinérants qui n'ont pas leur passeport vaccinal, signale-t-elle.

Selon Mme Fortin, l'accroissement du nombre d'itinérants chez Ebyôn «est arrivé en même temps que le passeport vaccinal». «Avant, les gens en situation d'itinérance allaient prendre un café chez McDo», dit-elle. «Le gouvernement a annoncé qu'il y avait une exemption pour les gens en situation d'itinérance, mais comment fait-on pour démontrer que cette personne là est itinérante? La personne ne se présentera pas chez McDo en disant "je suis itinérante donc je suis exemptée". On voit plus d'itinérance parce que les gens n'ont plus cette possibilité-là», analyse-t-elle.

«Ça a été signalé au CIUSSS», dit-elle.

Du côté du CIUSSS MCQ, on nous indique qu'un comité intersectoriel est justement en train de plancher sur des solutions, explique le porte-parole, Guillaume Cliche. Quant à la gestion de l'exemption sur le passeport vaccinal, la question relève du ministère, explique-t-il.

Karine Dahan, directrice clinique au Centre Le Havre, explique de son côté que le problème se pose moins, évidemment, pour les personnes en situation d'itinérance qui sont hébergées dans son service d'urgence 24/7. «On constate qu'on a pas mal de nos usagers qui ont été vaccinés et pour lesquels on a fait en sorte qu'ils aient un passeport vaccinal. La couverture est assez élevée», assure-t-elle et la clientèle n'est «pas du tout récalcitrante à la vaccination». Le Havre, tout comme l'a fait Ebyôn, a accompagné bon nombre de ces personnes afin qu'elles aient leur couverture vaccinale ainsi que leur passeport sanitaire, donc leur droit d'aller se réchauffer dans un restaurant.

[Retour à la table des matières](#)



## Déshydrater les aliments pour mieux contribuer à la sécurité alimentaire

*Le Nouvelliste – 2021-11-24*

Par : Brigitte Trahan

<https://www.lenouvelliste.ca/2021/11/24/deshydrater-les-aliments-pour-mieux-contribuer-a-la-securite-alimentaire-54706346fa0620bf6b54d8855ee55150>

Nathalie Bruneau, la directrice générale du Bon citoyen, avait beaucoup de plaisir à déshydrater des aliments pour ses besoins personnels, chez elle, durant le confinement. C'est alors qu'une idée a surgi dans sa tête. Pourquoi ne pas faire la même chose, mais à grande échelle pour conserver une partie des dons alimentaires qui sont distribués aux plus démunis?

La déshydratation, en effet, permet de conserver très longtemps les fruits, légumes et viandes tout en préservant les vitamines et minéraux qu'ils contiennent sans avoir à recourir à un congélateur ou à un frigo.

L'idée d'appliquer cette méthode à l'aide alimentaire répond à un réel besoin, assure Mme Bruneau. «Durant la pandémie, des choses ont changé au niveau de l'aide alimentaire», dit-elle. Il y a des gens qui revenaient en effet plusieurs fois dans la semaine chercher de la nourriture. «On se demandait pourquoi. Avec la crise du logement et la précarité qui a augmenté, on s'est rendu compte que garder des aliments frais dans un petit appartement ou dans une chambre était difficile. Il y avait juste un petit frigo, juste un petit rond de poêle. Des gens qui avaient un 3 ½ se sont retrouvés en chambre.»

En discutant avec ses partenaires, l'organisme Le Bon citoyen a pu constater que ces derniers voyaient le même phénomène, dit-elle. C'est ainsi que «mon loisir de pandémie est devenu un projet», résume-t-elle.

Pas moins d'une vingtaine d'organismes de la région ont décidé d'emboîter le pas, dont le Sanctuaire Notre-Dame-du-Cap.

Près du restaurant du Sanctuaire, en effet, il y avait un beau grand espace disponible pour faire passer l'ambition de Mme Bruneau et des organismes communautaires de la région du rêve à la réalité. On y trouve désormais un grand déshydrateur industriel ainsi que plusieurs déshydrateurs d'appoint de même qu'une cuisine où les aliments à déshydrater sont préparés. «La participation du Sanctuaire est relativement simple. Ça prenait un local avec des installations sanitaires», résume le président du Sanctuaire, Daniel McMahon. «Ici, nous bénéficions d'installations exceptionnelles, mais sous-exploitées», dit-il. Et puis, «la mission d'un Sanctuaire, c'est d'être présent dans son milieu», fait-il valoir.

Le président du Bon citoyen, Louis Verrette estime que le projet viendra grandement soutenir la mission de l'organisme qui est «d'inspirer, équiper et soutenir les personnes face aux défis socioéconomiques ainsi qu'aux défis d'urgences alimentaires.» Le Bon citoyen vient en aide à quelque 150 familles, soit quelque 400 personnes, indique M. Verrette en saluant le travail d'équipe qui se fait dans la région à ce chapitre.

Le gouvernement du Québec a financé le projet à hauteur de plus de 100 000\$. La Ville de Trois-Rivières de même que le Club Kiwanis sont également partenaires financiers du projet.



On ne fait pas que déshydrater légumes, fruits et viande. Le projet réalise également des repas complets, spaghetti, couscous, pain de viande et autres repas qui sont par la suite déshydratés et mis en sachets puis donnés en urgence alimentaire.

Des organismes comme Point de rue, les Artisans de la paix, ou ceux qui aident en itinérance peuvent ainsi remettre ces sachets selon leur bon jugement aux gens qui en ont besoin. Il ne suffit que d'un peu d'eau chaude pour les réhydrater.

Nathalie Bruneau se réjouit du fait que le projet permettra également d'éviter le gaspillage alimentaire. «Des fois, on a de grosses quantités, comme à la fin de l'automne», dit-elle, lorsque des organismes de glanage, comme Trois-Rivières récolte, font des dons importants en nourriture. «Pouvoir les déshydrater et les utiliser plus tard, c'est vraiment un plus», fait-elle valoir.

Andréanne Cossette, coordonnatrice en développement social chez Moisson Mauricie et Centre-du-Québec, indique que ce projet «fait déjà écho dans d'autres régions».

«Le projet nous a emballés... sous vide. Sans jeu de mots», raconte Robert Tardif, directeur général des Artisans de la paix. «Souvent, nous essayons d'aider les gens avec des repas congelés, mais cela implique que tu dois avoir un four tandis que là, tu peux avoir un repas en n'ajoutant que de l'eau chaude», explique-t-il.

Avec ces repas, dit-il, «l'offre de nos services va être augmentée. On va pouvoir aider les gens autant le soir que les fins de semaine. On va être capable de distribuer des repas de façon plus simple», explique-t-il. La cuisinière des Artisans de la paix siège au comité des recettes de ce projet qui s'appelle Aliments déshydratés pour s'alimenter.

«Le fait que les organisations soient capables de travailler ensemble solidifie le filet social de la région», fait valoir M. Tardif.

Certains partenaires du projet agiront aussi comme centres de distribution et desserviront tant les personnes vulnérables que les personnes âgées qui demeurent seules. Aucun des partenaires contactés par le Bon citoyen en vue de la réalisation de ce projet n'a refusé d'y participer.

En plus du Sanctuaire, des Artisans de la paix et de Moisson Mauricie, les autres partenaires du Bon citoyen dans ce projet sont La Brouette, Ebyôn, le Havre, SEMO, le CAB du Rivage, la Société Saint-Vincent-de-Paul, l'Escouade itinérance, le CJE TR, Point de rue, SIT Mauricie, Ressource Faire, CDC-3R, le SANA, le Cégep de Trois-Rivières, les Petits frères, le Consortium en développement social de la Mauricie, la Table de sécurité alimentaire et le CIUSSS-MCQ.

[Retour à la table des matières](#)



« Un jouet, un échange » de retour  
L'Hebdo Journal – 2021-11-24 – p. 5

## Nouveau skatepark à Pointe-du-Lac: le projet sur les rails

AUDREY LEBLANC  
aleblanc@lmedia.ca

Le projet d'aménagement d'un nouveau skatepark dans le secteur Pointe-du-Lac prend forme tranquillement. Une consultation citoyenne sera organisée dans les prochains mois afin de mesurer l'intérêt et d'évaluer les besoins des utilisateurs.

Mairie Elin Plante, l'une des personnes instigatrices du projet, a rencontré les fonctionnaires de la Ville il y a quelques jours. « Ils sont très ouverts à notre demande, dit-elle. Ils ont déjà approché l'entreprise AdBréalme Urbaine pour faire le tour des skateparks de la ville afin d'évaluer les besoins. Ils ont été bien contents de voir toute la mobilisation citoyenne autour du projet. »

« Il y a quand même plusieurs démarches à faire dans ce dossier, renchérit-elle. Ce ne sera pas pour l'an prochain parce que c'est trop tôt, mais on peut souhaiter que ça se réalise pour 2023. Chose certaine, le projet va de l'avant. En attendant la nouvelle structure, il y aura de petites modifications qui seront apportées pour rendre l'endroit plus sécuritaire, notamment. »

Rapportons que des citoyens du secteur Pointe-du-Lac se réunissent septembre afin de bâtir un projet. Lors de cette réunion, plusieurs pistes de solution et idées ont été amenées. Des entrepreneurs présents ont même



Lactuel skatepark dans le secteur Pointe-du-Lac. (Photo -Audrey Leblanc)

offert de la machinerie et des matériaux pour la construction du parc de planches à roulettes.

« Celui qu'on a présentement est désuet, autant pour les jeunes que les adultes qui veulent l'utiliser, indique M<sup>me</sup> Plante. Il n'y a pas de tables de pique-nique aux alentours rien de convivial. Tu ne peux pas aller là avec la famille, ni même aller là pour attendre ton

enfant ou le regarder. Il y a aussi des adultes qui pratiquent le sport et c'est la même chose pour les conjoints/conjointes qui n'ont nulle part où s'asseoir en attendant. »

De plus, plusieurs parents déplorent que l'endroit soit mal éclairé et pas suffisamment sécuritaire pour que leurs enfants puissent s'y rendre le soir.

### EN BREF

#### « Un jouet, un échange » de retour

Après une année d'absence en raison de la pandémie, l'activité *Un jouet, un échange* est de retour à Trois-Rivières.

L'initiative se déroule en deux temps. D'abord, pour participer, les personnes intéressées doivent donner un ou des jouets en les déposant dans l'une des bibliothèques municipales jusqu'au 30 novembre. Un coupon d'échange sera remis pour chaque don, jusqu'à concurrence de trois jouets par enfant et de six par famille.

Le coupon d'échange permettra de choisir de nouveaux jouets lors de la journée d'échange qui aura lieu le samedi 4 décembre de 9 h à 15 h au pavillon Maurice-Pitre, près du parc Lavolette. Pour l'occasion, personnages aux animations ludiques, gourmandises et une séance photo thématique seront offerts gratuitement aux personnes participantes. L'inscription pour cette journée est obligatoire. Le lien d'inscription sera indiqué directement sur le coupon remis dans les bibliothèques.

Notons qu'aucun don de jouet ne sera accepté sur place le jour de l'activité. (MEBA)

#### Bibliothèques de Trois-Rivières

- Galien Lapointe : 1425, place de l'Hôtel-de-Ville
- Maurice-Loranger : 70, rue Paré
- Aline Piché : 5575, boulevard Jean-XXIII
- De La Franciade : 100, rue de la Mainie
- Simone L. Roy : 500, Grande-Allée

**Sainte Famille**  
RÉSIDENCE ÉVOLUTIVE

**Une belle reconnaissance**  
POUR SAINTE-FAMILLE RÉSIDENCE ÉVOLUTIVE

La résidence remporte le prix **Choix du consommateur** 2021 dans la catégorie « Résidences privées pour aînés ». Elle est la seule résidence privée pour aînés à l'extérieur de Montréal qui obtient cette reconnaissance.

**FÉLICITATIONS**

**CHOIX DU CONSOMMATEUR**  
RECONNAISSANCE D'EXCELLENCE

**CHOIX DU CONSOMMATEUR 2021**  
TROIS-RIVIÈRES

« Merci du fond du cœur à nos résidents et leur famille ainsi qu'à l'ensemble du personnel dévoué, sans qui cette reconnaissance n'aurait pas la même valeur. »

Clémence Normeau, directrice générale et des soins

819-374-7688  
60, rue Ferreault, Trois-Rivières  
ste-familie.ca

**Les Rives**  
DU ST-MAURICE  
APPARTEMENT 55+

Également disponibles dans le même décor enchanteur!  
Les Rives du St-Maurice – Appartement 55+ vous offrent des unités 3½ et 4½ pour personnes autonomes de 55 ans et plus, avec stationnements intérieurs et ascenseurs.  
Informez-vous au 819-692-6869 ou sur lesrives.ca

Après une année d'absence en raison de la pandémie, l'activité *Un jouet, un échange* est de retour à Trois-Rivières. L'initiative se déroule en deux temps. D'abord, pour participer, les personnes intéressées doivent donner un ou des jouets en les déposant dans l'une des bibliothèques municipales jusqu'au 30 novembre. Un coupon d'échange sera remis pour chaque don, jusqu'à concurrence de trois jouets par enfant et de six par famille. Le coupon d'échange permettra de choisir de nouveaux jouets lors de la journée d'échange qui aura lieu le samedi 4 décembre de 9 h à 15 h au pavillon Maurice-Pitre, près du parc Lavolette. Pour l'occasion, personnages aux animations ludiques, gourmandises et une séance photo thématique seront offerts gratuitement aux personnes participantes. L'inscription pour cette journée est obligatoire. Le lien d'inscription sera indiqué directement sur le coupon remis dans les bibliothèques.



Notons qu'aucun donc de jouet ne sera accepté sur place le jour de l'activité. Bibliothèques de Trois-Rivières • Gatien-Lapointe:1425, place de l'Hôtel-de-Ville • Maurice-Loranger:70, rue Paré • Aline-Piché:5575, boulevard Jean-XXIII • De La Franciade:100, rue de la Mairie • Simone-L.-Roy:500, Grande-Allée

[Retour à la table des matières](#)



## Magog aménage son « Parcours des droits de l'enfant »

Le Reffet du Lac – 2021-11-24 – p. 9

Par : Dany Jacques

**Marais de la Rivière aux cerises**  
**Magog aménage son « Parcours des droits de l'enfant »**

**DANY JACQUES**  
djacques@refetdulac.com

**SOCIÉTÉ.** Magog devient la troisième ville au Québec et la sixième au monde à offrir un parcours des droits de l'enfant, qui a été inauguré au Marais de la Rivière aux cerises à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, le 20 novembre dernier.

Ce parcours thématique est aménagé sur le sentier du Lièvre, qui est une boucle d'environ 600 mètres de longueur et idéal pour la famille. Il allie promenade, jeux et apprentissage grâce à des panneaux illustrés par des enfants du Tandem. Six des principaux droits des enfants y sont représentés de manière simplifiée à l'aide d'une illustration d'un animal du marais et de textes.

Selon la directrice du centre de pédiatrie sociale Le Tandem, Anne-Marie Fournelle, ce parcours didactique permettra «aux autres enfants, aux familles et aux citoyens de les intégrer dans un objet de sensibilisation et de promotion, dans un lieu aussi magique que celui du Marais de la Rivière aux cerises».

«Que les droits de l'enfant deviennent une source d'actions prioritaires pour soutenir les familles et outiller ceux qui travaillent auprès des enfants, et ce, dans le meilleur intérêt des enfants» ajoute la présidente de la Société pour un monde digne des enfants, Sylvie Des Roches.

Cette démarche s'inscrit dans la perspective du rapport Laurent de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de

la jeunesse visant à contribuer à l'émergence d'une société bienveillante et soucieuse des droits des enfants.

Ce parcours est une collaboration entre Le Centre de pédiatrie sociale Le Tandem, la Société pour un monde digne des enfants et l'Association du Marais-de-la-Rivière-aux-Cerises LAMRAC.

Stipouta l'aide financière de la Ville de Magog, de la Caisse Desjardins du Lac-Memphrémagog et de Kezber Innovation sociale.

Rappelons qu'un parcours thématique similaire est situé sur le chemin North, à Austin. Il a été inauguré en novembre 2019.

**1** Partenaires et artisans du parcours ont assisté à l'inauguration, samedi dernier. (Photo Le Reffet du Lac - Dany Jacques)

**2** Six des principaux droits des enfants y sont représentés, comme ici avec le droit de jouer. (Photo Le Reffet du Lac - Dany Jacques)

**ÉCONOMISEZ**  
avec **rabaischocs.com**  
**DES CENTAINES d'offres EXCLUSIVES**  
Certificats-cadeaux de vos marchands locaux à petits prix

Visitez le **rabaischocs.com** pour prendre connaissance de ces offres limitées.

<b>RESTAURANT CASA LORI</b> 15\$ POUR 10\$	<b>uniprix</b> 20\$ POUR 14\$	<b>La belle époque</b> 25\$ POUR 15\$	<b>BAGELS</b> 20\$ POUR 14\$	<b>RESTAURANT L'Annapâris</b> 50\$ POUR 30\$	<b>RESTAURANT</b> 30\$ POUR 21\$
---	----------------------------------	--	---------------------------------	---	-------------------------------------

**ET PLUSIEURS AUTRES! JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS!**

LE REFFET DU LAC - www.refetdulac.com - Le 24 novembre 2021 - 9

SOC Magog devient la troisième ville au Québec et la sixième au monde à offrir un parcours des droits de l'enfant, qui a été inauguré au Marais de la Rivière aux cerises à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, le 20 novembre dernier.

Ce parcours thématique est aménagé sur le sentier du Lièvre, qui est une boucle d'environ 600 mètres de longueur et idéal pour la famille. Il allie promenade, jeux et apprentissage grâce à des panneaux illustrés par des enfants du Tandem. Six des principaux droits des enfants y sont représentés de manière simplifiée à l'aide d'une illustration d'un animal du marais et de textes.

Selon la directrice du centre de pédiatrie sociale Le Tandem, Anne-Marie Fournelle, ce parcours didactique permettra «aux autres enfants, aux familles et aux citoyens de les intégrer dans un objet de sensibilisation et de promotion, dans un lieu aussi magique que celui du Marais de la Rivière aux cerises». «Que les droits de l'enfant deviennent une source d'actions prioritaires pour



soutenir les familles et outiller ceux qui travaillent auprès des enfants, et ce, dans le meilleur intérêt des enfants», ajoute la présidente de la Société pour un monde digne des enfants, Sylvie Des Roches.

Cette démarche s'inscrit dans la perspective du rapport Laurent de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de été inauguré en novembre 2019.

la jeunesse visant à contribuer à l'émergence d'une société bienveillante et soucieuse des droits des enfants.

Ce parcours est une collaboration entre Le Centre de pédiatrie sociale LeTandem, la Société pour un monde digne des enfants et l'Association du Marais-de-la-Rivière-aux-Cerises (LAMRAC).

S'ajoute l'aide financière de la Ville de Magog, de la Caisse Desjardins du Lac-Memphrémagog et de Kezber Innovation sociale.

Rappelons qu'un parcours thématique similaire est situé sur le chemin North, à Austin. Il a [djacques@lerefletdulac.com](mailto:djacques@lerefletdulac.com)

[Retour à la table des matières](#)



## Combattre l'insécurité alimentaire pour Noël

Métro – 2021-11-27

Par : Marine Lobrieau

<https://www.quebechebdo.com/local/journal-beauport-express/299686/combattre-linsecurite-alimentaire-pour-noel/>

Plus de 200 bénévoles se relaient pour assurer les missions de l'organisme.

Depuis trente-sept ans, Entraide Agapè œuvre pour la sécurité alimentaire et lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'organisme beauportois lance une campagne pour Noël afin d'offrir une aide alimentaire et matérielle à un public dans le besoin.

Entraide Agapè, c'est plus d'une vingtaine de salariés et environ deux cents bénévoles réguliers. En plus de leur campagne de dons habituelle, une campagne pour la période des fêtes s'organise et aura lieu les 21, 22 et 23 décembre prochains.

Pour le moment, l'association enregistre plus de 400 inscriptions, une petite augmentation de 50 adhésions par rapport à l'an passé. «Quatre cents inscriptions, cela représente environ 1500 individus qui reçoivent une aide de l'organisme», précise Daniel Régimbal, directeur de la structure.

Durant cette période, les colis sont retirés par les foyers directement aux locaux de l'association. «C'est pas moins de 100 personnes par jour qui se présentent et viennent retirer les colis, en cas d'impossibilité à se déplacer, nous assurons également la livraison.» Les inscrits recevront un colis qui représente un panier alimentaire d'une valeur avoisinant les 300\$. «Cette épicerie pour la période de Noël est destinée à combler largement les besoins», affirme-t-il.

### Augmentation de l'aide d'urgence et du nombre d'itinérants

M. Régimbal explique que les années de pandémie n'ont pas impacté de façon «significative» les inscriptions. En revanche, les denrées alimentaires, qui peuvent être retirées librement à l'extérieur des locaux, ont, elles, été revues à la hausse pour répondre à la demande. «Il semblerait que des personnes qui ne pensaient pas avoir besoin ont désormais besoin et ne se sont pas encore manifestées, les demandes vont augmenter graduellement», ajoute Geneviève Beaubien, la directrice des communications de l'association.

Mme Beaubien explique également que les demandes d'aide d'urgence sont toujours aussi nombreuses. «Il y a trois frigidaires et trois étalages à l'extérieur, ils se vident en quelques heures», appuie de son côté M. Régimbal. Pour autant, aucune donnée ne peut être obtenue à ce sujet, car bien que les dirigeants constatent une augmentation exponentielle de cette clientèle, l'action se fait dans l'ombre. «Généralement, ce public vient s'approvisionner durant les heures de fermeture de la structure.»

### Noël pour tous

Pour la campagne de Noël, l'association a prévu d'inclure un cadeau destiné aux enfants en plus du panier repas. «Ces cadeaux offerts aux enfants représentent beaucoup. Ils viennent en complément des repas complets, ils comblent un autre besoin», affirme le directeur pour qui le



but de cette campagne est de permettre aux familles dans le besoin de passer des fêtes de fin d'années «équitables et dignes». Auparavant, la fondation offrait des jouets récupérés. À présent, fort de différents partenariats, des jeux neufs sont fournis par des marchands ou achetés et offerts par des donateurs. «Lorsque ces enfants vont à l'école après les fêtes, ils doivent être comblés comme les autres enfants, c'est essentiel.»

Comment contribuer?

«La philanthropie, c'est possible de différentes façons, explique la directrice des communications. C'est aussi soutenir publiquement une entreprise et l'aider par exemple en partageant les publications ou en suivant les pages sur les réseaux sociaux.» En somme, chaque petite action compte.

Plusieurs actions permettent de maintenir les missions de la structure. Il est ainsi possible de donner des denrées alimentaires ou des biens matériels. Des boîtes pour récolter les dons peuvent également être retirées par les entreprises pour être disposées au sein des bureaux. Les produits destinés à l'hygiène et à l'entretien ménager représentent un besoin «majeur».

Aussi, les intéressés ont la possibilité de parrainer une famille. Pour ce faire, il suffit de téléphoner ou de se rendre en personne aux locaux et de faire part de son projet à l'équipe.

Pandémie oblige, les actions à distance telles que les dons financiers sont possibles sur le site de l'organisme. «Pour tous les OBNL, l'argent, c'est le nerf de la guerre», rappelle Daniel Régimbal.

«Nous prêtons également nos équipements, nos camions... C'est notre marque de fabrique. On ne dit jamais non à une personne dans le besoin.»

-Daniel Régimbal

[Retour à la table des matières](#)





Ce dernier a ensuite accordé, en août 2018, un financement de plus de 43 100 \$ à un organisme communautaire pour réaliser une ruelle verte située uniquement derrière cet immeuble, ce qui a eu pour effet de bloquer un des accès en voiture aux autres résidents de cette ruelle, des locataires en bonne partie. L'arrondissement affirme au Devoir que ce projet de ruelle verte a reçu le nombre d'appuis nécessaires pour prendre forme. Le guide d'aménagement d'une ruelle verte dans l'arrondissement prévoit néanmoins que tous les résidents riverains doivent être consultés. Or, seuls les propriétaires de l'immeuble ont été informés en amont de la réalisation de ce projet, affirment de nombreux locataires de l'autre côté de la ruelle, qui n'ont pu bénéficier de cette initiative.

«Je trouve ça désolant et ça me donne vraiment l'image que notre rue est divisée entre deux classes de citoyens: les mieux nantis, qui ont un condo et leur propre ruelle verte, et nous, qui sommes locataires, avec une ruelle déserte», soupire Gabrielle Létourneau, une résidente du secteur, qui aurait souhaité que ce projet puisse bénéficier à toute la ruelle. Des propos partagés par plusieurs locataires rencontrés par Le Devoir dans cette ruelle jeudi dernier. Après avoir signé en vain une pétition à l'automne 2017 et envoyé une lettre au conseiller du district d'Hochelaga, Éric Alan Caldwell, pour tenter d'ouvrir le dialogue avec l'arrondissement sur ce problème, ceux-ci ont décidé de reprendre ce combat, quelques années plus tard. Élise Ekker fera ainsi partie des résidents qui questionneront les élus à ce sujet pendant la séance du conseil d'arrondissement du 13 décembre afin de demander la tenue d'une rencontre entre les résidents de cette ruelle en présence de M. Caldwell.

«Nous aussi, on aimerait ça faire une ruelle verte en collaboration», lance Mme Ekker. Or, en ce moment, «il n'y a pas moyen de dialoguer, de trouver une solution ensemble». Ainsi, au lieu d'être un projet «rassembleur», la création de cette ruelle verte «est devenue un projet de division», renchérit à ses côtés son conjoint, Gaël Poirier.

Plusieurs locataires indiquent qu'ils auraient été ouverts à un compromis qui aurait permis non seulement de verdir l'ensemble de cette ruelle, mais aussi d'en conserver les deux accès en voiture. Car, maintenant, le seul accès disponible est souvent bloqué par des camions ou, l'hiver, par des bancs de neige. «Il a même fallu une couple de fois que je prenne un taxi pour aller travailler. J'étais rendu prisonnier dans ma propre cour», lance Carl Chartrand, un locataire de 65 ans qui travaille pour le Port de Montréal. La fermeture d'un des accès de cette ruelle a par ailleurs doublé la circulation de voitures à la seule entrée maintenant disponible, causant des problèmes de sécurité, notamment pour les enfants. «C'est dangereux», lâche M. Chartrand.

Jointe par Le Devoir, la présidente du conseil d'administration du syndicat de copropriété de l'Usine 51, Mireille Bénard, a fait valoir que les résidents de l'immeuble subissaient plusieurs désagréments avant l'aménagement de cette ruelle verte. «Il y avait beaucoup de prostitution dans la ruelle et de circulation automobile parce que les gens coupaient dans la ruelle», affirme-telle, comme l'a aussi fait remarquer l'arrondissement dans un courriel au Devoir. Mme Bénard affirme d'autre part être ouverte à l'idée que cette ruelle verte soit élargie à l'ensemble de la ruelle, à condition cependant que le passage des voitures n'y soit plus autorisé.

«On ne demande pas mieux que de travailler avec eux, de faire de la plantation [...] Ça nous emballerait de le faire, mais si le prix à payer, c'est de mettre fin à notre ruelle verte, on n'est pas d'accord. Ça ne règlera pas le problème de tensions», dit-elle au téléphone. Entre-temps, «tout le monde profite» de la ruelle verte derrière l'Usine 51, qui est accessible à tous les piétons,



rappelle pour sa part Marc-André Michaud, qui est propriétaire d'un appartement dans ce bâtiment depuis cinq ans.

L'arrondissement souligne pour sa part par écrit qu'il avait versé une somme au promoteur du projet de l'Usine 51 afin qu'il remplace le revêtement bitumineux derrière cet immeuble par une surface végétalisée, mais l'entrepreneur responsable du projet a ensuite fait faillite sans avoir respecté au préalable «son engagement de ver-dir la ruelle»derrière ce bâtiment.

L'arrondissement a donc repris en main ce projet. Or, «comme le projet initial ne comprenait que l'aménagement de la partie nord de la ruelle, il a été convenu de circonscrire les aménagements à cette même zone», ajoute une porte-parole.

L'arrondissement souligne toutefois que le conseiller Éric Alan Caldwell se dit «ouvert à rencontrer les citoyens qui le désirent pour discuter des problèmes soulevés, surtout ceux qui sont en lien avec la sécurité, afin de réfléchir, ensemble, à de possibles solutions».

LE DEVOIR Ça me donne vraiment l'image que notre rue est divisée entre deux classes de citoyens:les mieux nantis, qui ont un condo et leur propre ruelle verte, et nous, qui sommes locataires, avec une ruelle déserte GABRIELLE LÉTOURNEAU »

[Retour à la table des matières](#)



## Des logements abordables dans une ancienne résidence pour aînés

*Le Nouvelliste – 2021-11-30*

Par : Sébastien Lacroix

<https://www.lenouvelliste.ca/2021/11/30/des-logements-abordables-dans-une-ancienne-residence-pour-aines-352427ae4ee8141bf4dabe72ad02cb13>

Une solution pour contrer la pénurie de logements abordables dans la région? C'est ce que souhaite offrir Goulet et Associés qui vient de faire l'acquisition de l'ancienne résidence Le Roseraie sur la place de la Promenade de Shawinigan, face à la rivière Saint-Maurice.

L'idée est de la transformer pour en faire 25 studios, c'est-à-dire des chambres avec des commodités et qui sont déjà meublées avec un lit, une petite table, un réfrigérateur, un four à micro-ondes, un lavabo, un miroir, une pharmacie, une toilette, etc.

Les locataires auront également accès à des aires communes tout équipées comme un salon, une salle à manger de type restaurant, une cuisine, une buanderie, du Wi-Fi et le câble télévision.

Les prix des studios se situeront entre 395 \$ et 495 \$ par mois selon l'endroit, la taille et sa position dans l'immeuble. Le chauffage et l'électricité seront inclus dans le prix.

Les propriétaires espèrent ainsi offrir un logement à différentes clientèles (des travailleurs de l'extérieur, des étudiants, etc.) qui ont de la difficulté à se trouver un toit en raison de la hausse du prix des loyers. «Avec la hausse des loyers, il y a beaucoup de gens qui ne peuvent pas se le permettre. Il y a aussi des gens seuls, des gens qui ont moins de sous, qui n'ont pas d'emploi, qui sont sur l'aide sociale», mentionne Marie-Ève Goulet.

«Ça peut aussi être des gens qui ont une problématique et qui n'ont pas nécessairement envie de rester seuls, continue-t-elle. Ça brise totalement l'isolement. Ça leur permet de se faire de la popote en communauté, de se faire des bouffes collectives, de se rendre des services, de faire des activités, de jouer aux cartes. J'ai des étudiants qui étudient ensemble. Ça permet une vie très familiale, et ça, ç'a une valeur. Au-delà d'un logement, les gens, c'est une vie qu'ils achètent.»

«Les gens sont invités à manger le plus possible dans la salle à manger pour pouvoir vivre la vie en communauté, mais s'il y en a qui ont envie d'un peu plus d'intimité et de manger dans leur chambre, ils peuvent le faire et ils ont tout ce qu'il faut», ajoute Marie-Ève Goulet.

Des baux de durées de trois, six, neuf ou douze mois sont aussi offerts pour s'adapter aux situations de chacun. L'idée étant d'offrir un toit abordable au plus grand nombre de personnes possible. «Tout le monde a droit à une chance, insiste Mme Goulet. Des fois, il y a des personnes qui ont vécu des choses pas faciles et ils ont juste besoin d'un pas de recul. (...) Des fois, ça peut faire du bien, de faire un pas de recul, avant de poursuivre sa route.»

Déjà de la demande

Annoncé il y a à peine 48 heures, le projet de Goulet et Associés suscite déjà de l'intérêt. En effet, l'entreprise compte déjà une dizaine de promesses de location alors que les premières visites doivent avoir lieu dimanche après-midi, de midi à 15h. D'autres visites devraient avoir lieu



au cours des prochaines fins de semaine jusqu'à l'ouverture prévue le 15 décembre prochain. Il est aussi possible de contacter l'entreprise au (514) 826-6004 pour organiser une rencontre.

C'est le deuxième projet du genre que l'entreprise entreprend dans une ancienne résidence de Shawinigan. L'ancienne résidence Saint-Sauveur est en effet devenu Le 95 sur la 118e rue dans le secteur de Shawinigan-Sud. Une quinzaine de studios y sont offerts et des organismes de la région comme le Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) ou le Hamac, un centre d'hébergement pour les personnes itinérantes, sans-abri ou vivant une crise psychosociale, y réfèrent régulièrement des gens.

On se souviendra que la fermeture de la résidence La Roseraie et la résidence Saint-Sauveur avait été annoncée en juin 2018, ce qui avait occasionné le déménagement d'une quarantaine de résidents dans le bâtiment de la Maison Olivier.

L'entreprise Goulet et Associés a acheté le bâtiment de l'ancienne résidence Saint-Sauveur il y a un an et elle vient d'acquérir l'ancienne résidence Le Roseraie. Elle est désormais en mesure d'offrir 40 studios à Shawinigan.

D'importants investissements ont été réalisés afin de faire les rénovations pour rendre le tout plus attrayant. «Il y a souvent des rénovations à faire au niveau de la structure, mais pas tant. C'est surtout de rendre ça convivial, parce que quand on les achète, c'est vide, il n'y a plus rien. Ce sont seulement des structures, souligne Marie-Ève Goulet. Ça représente un grand défi, mais ça en vaut la peine, parce que je suis convaincue qu'on fait une différence actuellement. Il y a beaucoup de besoins.»

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action à l'international**



## **Approvisionnement alimentaire : l'Inde cherchera une solution permanente à l'OMC**

*Marseille News – 2021-11-17*

<https://www.marseillemnews.net/approvisionnement-alimentaire-linde-cherchera-une-solution-permanente-a-lomc.html>

L'Inde a invoqué la clause pour ses achats de riz en 2018-2019 et 2019-2020, son niveau de subvention atteignant respectivement 13 % et 11 %. L'Inde a invoqué la clause pour ses achats de riz en 2018-2019 et 2019-2020, son niveau de subvention atteignant respectivement 13 % et 11 %.

L'Inde fera pression pour une solution permanente au problème de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire lors de la réunion ministérielle de quatre jours de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, à partir du 30 novembre.

Il cherchera également à mettre en place un mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), sur le modèle de celui dont disposent les pays développés, pour protéger ses agriculteurs de tout pic irrationnel des importations, ont indiqué des sources officielles.

« Maintenant que la 12e réunion approche, un certain nombre de soumissions sont faites à l'OMC pour faire avancer les négociations sur l'agriculture. L'Inde, avec le groupe de pays du G33, s'est engagée à trouver une solution permanente au problème de la détention de stocks publics », a déclaré l'un des responsables.

Les principaux programmes d'approvisionnement de l'Inde sont déjà suffisamment protégés à perpétuité contre les dispositions pénales en vertu de la clause de paix, qui a été obtenue pour la première fois lors de la réunion ministérielle de l'OMC à Bali en 2013 (son statut permanent a été confirmé fin 2014). La clause est entrée en vigueur après que tous les membres aient convenu de ne pas entraîner le pays vers le mécanisme de règlement des différends de l'OMC même si son plafond de subvention dans les achats de produits alimentaires est dépassé.

Cependant, l'Inde a essayé de trouver une solution permanente à ce problème afin que même si un pays membre renonce à sa promesse, le mécanisme de règlement des différends de l'OMC ne considère pas son appel, ont déclaré des analystes.

La dernière décision intervient après une impasse sur une solution permanente à la question des marchés publics pour la sécurité alimentaire lors de la 11e conférence ministérielle en cours, alors que les États-Unis se retiraient de leur engagement lors de la conférence ministérielle de Nairobi en 2015 à travailler à la recherche d'une solution permanente à ce sujet en décembre 2017.

Selon les normes de l'OMC, la facture des subventions alimentaires d'un membre ne doit pas dépasser la limite de 10 % de la valeur de la production basée sur le prix de référence de 1986-88. L'Inde a plaidé pour une révision de cette formule, car elle craint que la règle ne compromette sa capacité à augmenter considérablement son programme d'achats pour assurer la sécurité alimentaire à une plus grande partie de sa population, dont la plupart sont pauvres.

L'Inde a invoqué la clause pour ses achats de riz en 2018-2019 et 2019-2020, son niveau de subvention atteignant respectivement 13 % et 11 %.



Le discours actuel dans les négociations sur l'agriculture à l'OMC comprend des membres développés qui cherchent à ce que les pays en développement prennent des engagements supplémentaires en termes d'amélioration de l'accès aux marchés, de réduction de l'espace politique grâce à une réduction du soutien interne.

New Delhi coparraine également une proposition du G33 pour une solution permanente au problème de la détention de stocks à l'OMC.

Le président du comité de l'agriculture (session spéciale) de l'OMC a élaboré un projet de texte ministériel sur la question pour la 12e conférence ministérielle dans lequel deux options ont été proposées, dont celle de poursuivre les négociations à ce sujet au-delà de la 12e réunion ministérielle . Cependant, l'Inde n'a pas accepté ces options, a déclaré le responsable.

[Retour à la table des matières](#)



## **L'ONU demande une aide alimentaire d'urgence pour 9,4 millions de personnes dans le Nord de l'Éthiopie**

*Le Courrier du Vietnam – 2021-11-19*

<https://www.lecourrier.vn/lonu-demande-une-aide-alimentaire-durgence-pour-94-millions-de-personnes-dans-le-nord-de-lethiopie/932742.html>

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a averti jeudi 18 novembre qu'une action urgente était nécessaire pour apporter une aide alimentaire d'urgence à environ 9,4 millions de personnes dans le Nord de l'Éthiopie, touché par un conflit.

Une distribution de sacs de farine par le PAM à Debarq, à 90 km de Gondar, dans le Nord de l'Éthiopie, le 15 septembre.

Photo : AFP/VNA/CVN

"Les niveaux élevés d'insécurité alimentaire dans le Nord de l'Éthiopie restent une préoccupation majeure", a déclaré le PAM dans sa dernière mise à jour sur la situation, demandant une action urgente pour atteindre un nombre croissant d'Éthiopiens affectés par le conflit.

Selon le PAM, depuis le début de ses opérations en mars 2021, il a fourni une assistance alimentaire à plus de 2,9 millions de personnes et une assistance nutritionnelle à plus de 500.000 personnes dans le Nord de l'Éthiopie, permettant de répondre aux besoins alimentaires immédiats des populations touchées.

Dans la région du Tigré, le PAM a déclaré avoir atteint environ 2,6 millions de personnes jusqu'à présent, soit 89% de la population cible estimée à 2,9 millions de personnes. Le troisième cycle de distribution, qui devait commencer en juillet, n'a pu commencer qu'à la mi-octobre en raison de problèmes de sécurité et de la disponibilité limitée de carburant et de produits alimentaires dans la région, a-t-il aussi noté.

L'escalade du conflit qui a éclaté le 4 novembre en 2020 dans le Tigré, la région la plus au Nord de l'Éthiopie, entre les forces fidèles au Front populaire de libération du Tigré (TPLF) et les Forces de défense nationale éthiopiennes (ENDF), s'étend maintenant aux régions voisines d'Amhara et d'Afar.

Dans la région d'Amhara, le PAM a indiqué que quelque 213.000 personnes avaient été atteintes dans le cadre de son troisième cycle de distribution. Il entreprend maintenant son quatrième cycle de distribution, à travers lequel il a atteint jusqu'à présent 57.000 personnes sur un objectif de 647.000.

[Retour à la table des matières](#)



## **Le Burkina Faso adopte un plan de lutte contre le travail des enfants dans la boucle du Mouhoun**

*Commodafrica – 2021-11-25*

<https://www.commodafrica.com/25-11-2021-le-burkina-faso-adopte-un-plan-de-lutte-contre-le-travail-des-enfants-dans-la-boucle-du>

Sensibiliser, prévenir mais aussi réduire le travail des enfants dans les champs de coton telle est l'ambition du plan d'action triennal de lutte contre les pires formes de travail des enfants dans la Boucle du Mouhoun validé mardi dernier. L'objectif affiché de ce plan, doté de FCFA 36,225 millions, est de réduire de 10% le travail des enfants d'ici 2023, indique le faso.net.

Ce plan est une composante du projet CLEAR Cotton « Elimination du travail des enfants et du travail forcé dans les chaînes de valeur du coton, du textile et de l'habillement : une approche intégré », cofinancé par l'Union européenne et mise en œuvre par l'Organisation internationale du travail (OIT), en collaboration avec la FAO.

[Retour à la table des matières](#)



## **Plus de 80 millions de personnes pourraient ne plus être en mesure d'accéder à une alimentation saine en Afrique (FAO)**

*Afriqinfos – 2021-11-26*

<https://afriqinfos.com/afrique/plus-de-80-millions-de-personnes-pourraient-ne-plus-etre-en-mesure-dacceder-a-une-alimentation-saine-en-afrique-sub-saharienne-selon-la-fao/>

Nairobi (© 2021 Afriqinfos)- L'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) tire à nouveau la sonnette d'alarme sur la sécurité alimentaire en Afrique en lien avec les conséquences de la pandémie de la Covid-19. Dans son rapport annuel publié le mardi 23 novembre, l'agence onusienne craint qu'en Afrique subsaharienne, plus de 80 millions de personnes pourraient ne plus être en mesure d'accéder à une alimentation saine en cas de nouveau choc.

Le dernier rapport de la FAO fait savoir d'entrée que les efforts pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030, ont reçu un sacré coup en raison de la pandémie de covid-19 et des mesures qui ont été prises pour l'endiguer. A cela s'ajoute le changement climatique qui fait que des millions de personnes dans le monde connaissent l'insécurité alimentaire et diverses formes de malnutrition parce qu'elles n'ont pas les moyens financiers de se procurer une alimentation saine.

La FAO a même créé un nouvel indicateur pour évaluer la résilience des réseaux de transports. On trouve en effet dans le rapport de nouvelles estimations du coût et de l'accessibilité économique d'une alimentation saine, qui fournissent un lien important entre les indicateurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition et l'analyse de leur évolution. Ainsi, on apprend qu'en cas de fermeture d'un itinéraire d'importance critique par exemple : la part de la population impactée peut varier de 25% au Nigeria à 78% en Afrique du Sud.

Conséquence, en Afrique subsaharienne le nombre de personnes en proie à l'insécurité alimentaire ne fait que croître. Elles seront plus de 80 millions qui ne pourraient ne plus être en mesure d'accéder à une alimentation saine dans un scénario encore compliqué par les effets prolongés de la pandémie de covid-19.

En somme la FAO fait savoir que la faim et la malnutrition ont atteint des niveaux encore plus critiques en raison de divers facteurs. Ces facteurs, dont la fréquence et l'intensité vont croissant, sont les conflits, la variabilité du climat et les phénomènes climatiques extrêmes, et les ralentissements et les fléchissements économiques, tous exacerbés par les causes sous-jacentes de la pauvreté et par des inégalités très marquées et persistantes.

L'agence onusienne souligne la nécessité d'une réflexion plus approfondie sur ce qu'il convient de faire pour tenter de mieux remédier à la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Sur le continent, un accompagnement plus adéquat aux petites et moyennes entreprises dans le secteur de l'agriculture en levant les barrières institutionnelles et un accès plus facile aux financements, serait une piste de solution.

[Retour à la table des matières](#)



**Actualité à surveiller**



## **La philanthropie, l'une des clés pour en finir avec cette pandémie**

*La Presse – 2021-11-22*

Par : Daniel H. Lanteigne, Président de l'Association des professionnels en philanthropie – Section du Québec

<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2021-11-22/la-philanthropie-l-une-des-cles-pour-en-finir-avec-cette-pandemie.php>

Alors que certains pourraient considérer la pandémie derrière eux, rien n'est moins vrai pour plusieurs individus et familles qui doivent s'en remettre, bien involontairement, au filet social pour répondre à leurs besoins de base. Force est d'admettre qu'en plus d'affecter la santé, la COVID-19 a créé des fossés significatifs qui ont contribué à augmenter la vulnérabilité, la détresse et les besoins sur la planète.

Ainsi, une pression considérable continue de s'exercer sur des organismes qui dépendent en grande partie de financement provenant d'activités de collecte de fonds auprès de différents types de donateurs. Ces causes ont été créatives, résilientes et même combatives pour assurer non seulement leur survie, mais surtout pour limiter au maximum les ruptures de services. Nous avons évité le pire de justesse.

Nous avons pu observer une forte mobilisation au Québec quant aux besoins philanthropiques liés à l'urgence sanitaire, d'autres causes n'ont pas su trouver l'écho nécessaire dans les 20 derniers mois et sont à bout de souffle.

À l'heure actuelle, en plus de livrer leurs services vitaux à la population, les organismes font ainsi face à un double défi significatif, soit celui de démontrer leur capacité de résilience depuis le début de la pandémie et celui de positionner leur pertinence et l'urgence d'être soutenus financièrement, plus que jamais, dans un contexte où la sollicitation sera forte à la veille de la période des Fêtes.

### **Une période cruciale**

Il est ainsi probable que vous trouviez que les demandes de dons soient plus nombreuses qu'à l'habitude. Mais il faut tout de même savoir que cette période de l'année représente parfois jusqu'à 30 % du financement annuel des organismes et que, sans votre générosité, ces organismes ne pourraient continuer à offrir des services, comme eux seuls savent le faire.

La philanthropie ne saurait être plus pertinente puisqu'elle permet de rééquilibrer les opportunités entre ceux qui ont la capacité de donner et ceux qui nécessitent un soutien essentiel.

C'est donc par la collecte de fonds, le moteur de la philanthropie et des causes qui changent le monde pour le mieux, que les organismes de bienfaisance et les programmes qu'ils mettent en œuvre disposent de fonds pour aujourd'hui et pour l'avenir.

Et à l'instar de presque tous les enjeux sociaux du siècle dernier qui ont été portés par le secteur caritatif, la philanthropie sera l'une des clés essentielles pour en finir avec cette pandémie et répondre aux besoins délaissés durant l'urgence sanitaire.



À quelques semaines des Fêtes, la philanthropie prend tout son sens. Prenons un moment pour saluer, remercier et faire rayonner les philanthropes, bénévoles, professionnels de la collecte de fonds et organisations qui, par leur générosité et leurs actions philanthropiques, font de notre monde, un monde meilleur et porteur d'espoir. Un espoir dont nous avons grand besoin.

[Retour à la table des matières](#)



## Mardi je donne : Généreux, les Québécois ?

La Presse – 2021-11-28

Par : Véronique Larocque

<https://www.lapresse.ca/societe/2021-11-28/mardi-je-donne/genereux-les-quebecois.php>

Depuis 2012, un mouvement planétaire invite la population à faire un don, en temps ou en argent, quelques semaines avant Noël à l'occasion du Mardi je donne. À l'approche de cette journée, qui se tient cette année le mardi 30 novembre, La Presse s'est demandé de quelle manière se manifeste la générosité des Québécois. Portrait.

### Présents en temps de crise

« Une grande force qu'on a, c'est de se mobiliser en cas d'urgence », répond d'entrée de jeu Daniel H. Lanteigne, président de l'Association des professionnels en philanthropie, lorsqu'on lui demande si les Québécois sont généreux. Le déluge du Saguenay, la tempête de verglas, la catastrophe de Lac-Mégantic : dès qu'une crise surgit, les Québécois répondent rapidement présents. La pandémie a elle aussi mis en lumière cette caractéristique. « Très tôt, les dons se sont dirigés vers les banques alimentaires, vers les causes qui soutiennent les personnes en situation d'itinérance », raconte le consultant en philanthropie. « On est passé de 50 % des Québécois qui donnaient à 75 % durant la pandémie », souligne, quant à lui, Christophe Leduc, responsable des communications pour l'Institut Mallet, organisme qui a pour mission l'avancement de la culture philanthropique.

De plus en plus de donateurs

### PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Daniel H. Lanteigne, président de l'Association des professionnels en philanthropie

Même avant la pandémie, le nombre de donateurs augmentait. « Parmi les générations un peu plus jeunes, ils sont beaucoup à donner. [...] Ils sont très engagés et veulent contribuer au changement. Ils veulent faire de notre société une société meilleure », note Daniel H. Lanteigne. Leur don moyen est toutefois moins élevé que celui des personnes plus âgées.

« Des philanthropes qui s'ignorent »

Malgré tout, le don en argent demeure moins élevé au Québec qu'ailleurs au Canada. Le rôle de l'État dans la société québécoise est l'un des aspects qui expliquent cette différence, note Christophe Leduc. « Les Québécois sont assez généreux en temps et en biens », ajoute-t-il, deux façons de donner qui sont plus difficiles à calculer. « Si vous demandez à quelqu'un : "Êtes-vous philanthrope ? Avez-vous fait un don de temps pendant la pandémie ?", probablement qu'il va vous répondre non, et ce, même s'il est allé faire les courses pour sa voisine qui, à 75 ans, ne pouvait pas sortir. [...] On avait caractérisé ça, il y a quelques années, en disant que les Québécois sont des philanthropes qui s'ignorent. »

Les femmes plus généreuses

### PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Les femmes sont nombreuses à donner temps et argent à des causes qui leur tiennent à cœur.

« La philanthropie au féminin prend de plus en plus de place », indique, de son côté, Jean M. Gagné, président de l'Institut Mallet. L'apport des femmes dans le domaine de la philanthropie



est en hausse constante depuis les 15 dernières années, dit-il, notamment en raison de leur présence croissante dans le milieu des affaires. La générosité des femmes s'est confirmée dans le plus récent sondage de l'Institut Mallet, effectué pendant la pandémie. Parmi les répondants, 58 % des femmes ont affirmé avoir fait un don en argent, contre 49 % des hommes. « On voit vraiment une tendance qui s'accélère et qui se renforce », note Christophe Leduc.

### Bénévolat nouveau genre

« Le bénévolat s'est beaucoup redéfini dans les dernières années », affirme Daniel H. Lanteigne. Cela s'explique notamment par le fait que les organismes ne voulaient pas mettre à risque leurs bénévoles plus âgés durant la pandémie. Comme pour le télétravail, certains bénévoles ont commencé à faire des tâches à partir de la maison. « Il y a aussi toute la notion de bénévolat d'expertise, explique-t-il. Autant ça prend des gens qui vont aller chez Moisson Montréal trier des denrées, autant une organisation va être contente qu'un infographe donne quelques heures de son temps. [...] Le bénévolat s'est un peu professionnalisé. »

### Les causes préférées des Québécois

Quelles sont les causes que les Québécois soutiennent le plus ? « L'enfance, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap restent les trois causes principales au Québec », indique Daniel H. Lanteigne, en se basant sur une récente étude de la firme Épisode. « La pauvreté, la santé et l'aide aux démunis sont importantes et le demeureront toujours », répond quant à lui Jean M. Gagné, dont l'organisme fête ses 10 ans cette année. Des causes qui touchent les inégalités sont en train de gagner en popularité, notent les deux hommes. La situation des peuples autochtones ou de la communauté LGBTQ+ fait partie de ces causes. « La philanthropie, pour qu'elle soit pertinente, doit être au diapason de sa société. On le constate par l'évolution des causes soutenues », conclut-il

## EN CHIFFRES

203 \$ : Don moyen chez les Québécois ayant donné de l'argent en 2020

64 % : Pourcentage des Québécois qui ont fait un don en décembre 2020

86 % : Pourcentage des Québécois qui prévoient faire au moins un don en 2021

57 % : Pourcentage des Québécois qui affirment qu'une augmentation du crédit d'impôt pour don de charité les inciterait à donner davantage

Sources : Institut Mallet et Association des professionnels en philanthropie

[Retour à la table des matières](#)